

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE L'ALPHABÉTISATION

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union – Discipline – Travail

INSPECTION GÉNÉRALE

Service communication
B.P. V 160
Tél : 27 20-22-24-68
Fax : 27 20-21-15-93



Réf. N°3681 MENA / IGEN / COM



Revue de Presse

DU JEUDI 17 OCTOBRE 2024

Thème de l'année scolaire 2023-2024

**« Soyons des citoyens responsables
pour une école de qualité »**



**BONNE RENTRÉE
À TOUS**



L'actu en bref



Grève dans l'Éducation : « Plateau, Cocody, Yamoussoukro, Dimbokro, Boundiali, Prikro... tournent le dos aux syndicats. » P.09 Patrick N'GUESSAN

Échec cuisant des enseignants grévistes : l'école était ouverte sur toute l'étendue du territoire national, hier mercredi 16 octobre 2024. La réalité est implacable. Les élèves étaient en classe et les professeurs également. Il y avait cours au collège moderne de N'Gassokro, S/P de Bengassou, dans le département de Dimbokro. Au lycée moderne Alfred Koba d'Attiegouakro et au collège moderne de Bonikro de Yamoussoukro, les apprenants et leurs enseignants étaient en classe. Idem au lycée Mariatou Koné de Boundiali et au collège moderne de Prikro. Dans les collèges du Plateau, de l'Autoroute, de Treichville, de Marcory et dans plusieurs établissements de Cocody, il y a eu cours. Pour le gouvernement, à travers son porte-parole, Amadou Coulibaly, qui s'est exprimé, hier mercredi 16, à l'issue du Conseil des ministres, cette grève est "illégale".

Gagnoa : « Le Réseau des énarques aux côtés des orphelins et meilleurs élèves. » P.18 C. DALLET

Le Réseau des Enarques Chrétiens de Côte d'Ivoire (RECCI), une association regroupant les anciens de l'École Nationale d'Administration (ENA), a posé des actions de portée sociale, à Gagnoa. Ils ont récompensé les 23 meilleurs élèves de la Direction Régionale de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (DRENA). Les pensionnaires de l'orphelinat "Emmanuel" ont également bénéficié du soutien de ladite structure. De nombreux lots, notamment des kits scolaires et du numéraire leur ont été octroyés. Alla Koffi-Kan Guillaume, président du RECCI, a réaffirmé son engagement à soutenir les enfants démunis et à faire la promotion du mérite.



Grève de 72h des personnels des secteurs Education-Formation, Santé, Emploi et Affaires Sociales / Bli Blé David, porte-parole des syndicats grévistes : « Malgré les menaces, le suivi de la grève s'est nettement amélioré » P.07 Jean PRISCA

La grève, lancée par les huit syndicats (CE-PENSI, ESEF-CI, FE-SAPPCI, SYNESCI, FEFR-CI, MESEF-RS, COSEF-CI et PFEF), pour l'octroi de primes trimestrielles aux personnels des secteurs Education-Formation, Santé, Emploi et Affaires Sociales, était à son deuxième jour, hier mercredi 16 octobre. Le mouvement s'est bel et bien poursuivi selon les échos aussi bien de l'intérieur du pays que d'Abidjan. Pour le porte-parole Bli Blé David, « Les menaces du Gouvernement ont plutôt mis de l'huile sur le feu, plutôt que de briser la grève. » Le Primaire, le Technique et le Professionnel l'ont suivi à 100%. Le secondaire à 97%.

Rencontre gouvernement-grévistes aujourd'hui : « Tout faire pour sauver l'école. » P.07 DJE KM

Ce jeudi 17 octobre 2024, le gouvernement et les enseignants grévistes se rencontrent pour se parler. Que ce mouvement d'humeur soit effectif ou pas, ce qui est important, c'est la reprise du travail. Il faut souhaiter que les deux (02) camps, au sortir de cette rencontre, retrouvent le sourire. Pour cela, des concessions doivent être faites de part et d'autres. La place des enfants est à l'école. Il faut donc leur donner la chance d'y retourner à partir de demain, vendredi 17 octobre 2024.

Quid de la trêve sociale ? P.07 DIARRASSOUBA Sory

Vivement que les négociations entre le Gouvernement et les grévistes aboutissent à des points d'accords pour la relance des cours interrompus dans les écoles. Les deux parties ne doivent surtout pas perdre de vue leur bréviaire appelé « la trêve sociale 2 » de 2022-2027 signée le 8 août 2022. Celle-ci a donné de très bons résultats appréciés par les signataires et les parents d'élèves. Quid de la trêve sociale ? Elle a permis aux travailleurs d'engranger plus d'un milliard FCFA sur plusieurs chapitres de revendications comme, la suppression de la contribution nationale, la revalorisation de l'indemnité de transport, la revalorisation des

allocations familiales par enfant, l'extension du bénéfice de l'indemnité contributive au logement aux fonctionnaires et agents de l'Etat qui n'en bénéficiaient pas. La trêve sociale a également permis le déblocage des salaires.

Attiégouakro / 20^e édition du prix "Charles Peumont de l'excellence" : « 91 élèves et 20 enseignants primés. » P.08 Jean Paul LOUKOU

Débuté le 5 octobre 2005, le prix Charles Peumont de l'excellence, a aujourd'hui 20 ans. Pour cette 20^e édition, célébrée le samedi 12 octobre dernier, l'initiateur, Charles Peumont, cadre du Département d'Attiégouakro, a honoré les meilleurs élèves de l'année scolaire 2023-2024. Ce sont 91 élèves, 20 enseignants et d'autres personnes spéciales, qui ont été récompensés. 147 kits scolaires et des diplômes ont été distribués à cette occasion.



Grève des enseignants : « Les huit lycées de la ville de Daloa sont fermés. » P.02 Beker YAO

Depuis 48 heures, Daloa fait face à un mouvement de grève massif qui paralyse les établissements secondaires publics. Tous les lycées et collèges publics sont fermés. Ekra Kouassi, responsable syndical de la Coordination des enseignants solidaires du premier et du second degré en Côte d'Ivoire, a révélé que la principale revendication concerne l'instauration d'une prime d'incitation. Il a estimé que cette prime est essentielle pour compenser les risques sanitaires auxquels les enseignants sont exposés quotidiennement, notamment à cause de l'usage de la craie et de la manipulation de documents potentiellement infectieux. Malgré des rumeurs évoquant des menaces envers les enseignants souhaitant poursuivre leurs cours, le syndicaliste a assuré que le mouvement se déroule dans un climat pacifique. '

Grève à la Fonction publique : « ZADI Gnagna prend position. » P.06 Retranscrites par L. Abdul

Le président de la Plateforme nationale des organisations professionnelles des secteurs public et privé, Zadi Gnagna Théodore, était le mercredi 16 octobre 2024, l'invité de la Radio de la Paix. Il s'est prononcé sur la grève qu'observent certains enseignants depuis le mardi 15 octobre 2024 pour l'obtention d'une prime

d'incitation. Pour lui, il peut arriver qu'il y ait quelques crispations, des incompréhensions, et que des camarades déposent des préavis. Cela ne met pas fin à la trêve sociale, qui permet de travailler avec le gouvernement dans la sérénité. Il comprend que certaines préoccupations sectorielles, qui n'ont pas été bien réglées au niveau des secteurs d'activité, puissent refaire surface et donner l'impression que la trêve sociale est rompue. Ce n'est pas le cas.



**Fresco / 3^e édition des Journées Nationales du Vivrier (JNV) en Côte d'Ivoire : « L'Ong Lampe Afrique fait d'importants dons. »
P. 06 Omar Abdel Kader TANI**

Les 3^e Journées Nationales du Vivrier (JNV)) se sont tenues les vendredi 11 et samedi 12 octobre 2024 à Fresco. En sa qualité de présidente de l'Organisation Non Gouvernementale Lampe Afrique, Mariam Diaby a offert plus de 200 kits scolaires aux élèves de 8 localités du département que sont Zegba, Dahiri, Wawako, Wawapeko, Petit Bondoukou, Fresco 1, Fresco 2 et Koyiri. En plus, elle a remis un tricycle à l'Union des coopératives des 300 femmes du secteur vivrier du département. Ceci va leur permettre de transporter les produits vers les marchés et d'améliorer leur situation financière.

Molonoublé (Didiévi) : « Séraphin Koffi offre du matériel scolaire aux écoles primaires. » P.09 Camille SIABA (Correspondant régional)

Au total, 4 000 cahiers, 500 livres (Histoire-géographie, mathématiques, français et sciences) pour les classes de CM1 et CM2 ; 2 500 stylos, 30 registres d'appel, 30 journaux de classe, 9 cartons de rame, 5 cartons de craie blanche et 5 cartons de craies de couleurs. Le tout pour un montant de plus de 5 millions de F CFA. C'est cet important lot de matériel scolaire qui a été offert, le samedi 5 octobre 2024, à six des établissements scolaires primaires de Molonoublé, chef-lieu de sous-préfecture, dans le département de Diédiévi.

Man : « Plus de 275 filles reçoivent des serviettes hygiéniques. » P.09 Alain ZIGO (Correspondant régional)

Bamba Fatima, maire de la commune d'Anyama était la marraine, le samedi 12 octobre 2024 à Man, d'une activité dont l'objectif était de promouvoir l'excellence

de la jeune fille à l'école. L'activité a consisté en un don de serviettes hygiéniques à plus de 275 filles du Lycée moderne Dominique Ouattara de Man. Le but visé est d'éviter à ces filles, les absences pour cause de menstrues, lors des cours et des devoirs.

Demande de prime par les enseignants : « Le gouvernement juge la grève illégale et injustifiée. » P.10 Hervé KPODION

Le gouvernement apprécie mal la grève de 72 heures lancée par des syndicats de fonctionnaires, du mardi 15 au jeudi 17 octobre 2024. À l'issue du Conseil des ministres, le mercredi 16 octobre 2024, au Palais présidentiel, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly, a réagi, estimant que la grève est illégale et injustifiée. « Maintenant, chacun de ceux qui ont participé à cette grève, je veux parler notamment de ceux des établissements du secondaire, connaissent la loi. Ils savent ce à quoi ils s'exposent. C'est des jours de travail non assumés qui ne peuvent pas être payés, ils le savent très bien. De ce point de vue, les textes seront appliqués. Je pense aussi que quand on est une organisation syndicale, et que l'on décide d'aller en grève, c'est qu'on a anticipé sur toutes ces questions-là », a-t-il soutenu.

Grève des enseignants du public : « Des établissements abandonnés aux forces de l'ordre. » P.10 Dominique FADEGNON

La grève de 72 heures entamée, le mardi 15 octobre 2024, par l'Intersyndicale Education-Formation, s'est poursuivie le mercredi 16 octobre 2024. Si dans des écoles primaires, les cours ont pu se dérouler, ce n'était pas le cas dans des lycées et collèges, où les établissements ont été abandonnés à des forces de l'ordre. La situation était palpable au Lycée municipal de Port-Bouët, au Collège André Latrille et au Lycée moderne de la même commune. Les forces de l'ordre étaient présentes pour étouffer toute velléité de perturbation.

Attiégouakro : « Les meilleurs élèves, enseignants et personnels d'encadrement célébrés. » P.10 PAUQUOUD Charles Noël (Correspondant régional)

150 lauréats du "Prix Charles Peumont de l'Excellence" de la ville d'Attiégouakro, ont été célébrés, le samedi 12 octobre 2024. Ce sont 91 meilleurs élèves, plusieurs membres du corps enseignant et du personnel d'encadrement des établissements publics et privés. Chaque élève lauréat a reçu un kit scolaire composé de fournitures et d'un diplôme encadré. Les membres du corps enseignant et d'encadrement, quant à eux, ont reçu un diplôme encadré. Il faut noter que de 2005 à ce jour, ce sont au total 3 965 lauréats qui ont bénéficié du Prix Charles Peumont.

Grève des enseignants du public / Grand Bassam : « Le Lycée d'excellence dans le convoi, hier. » P.10 DOUH Stéphane (Correspondant régional)

Au deuxième jour de la grève, la section régionale du Sud-Comoé a réussi à paralyser le lycée d'excellence de Grand-Bassam. Une stratégie rondement menée a permis aux leaders syndicaux régionaux de faire basculer les personnels de cet établissement scolaire, fruit de la coopération sino-ivoirienne, dans leur escarcelle. Le mardi 16 octobre 2024, sur 63 enseignants, 3 étaient sur le point de dispenser les enseignements. Quant aux éducateurs logés dans l'enceinte de l'établissement, ils sont soumis aux tâches d'encadrement des élèves internes. Le bilan établi en 48 heures de débrayage indique que le mouvement a été largement suivi au Secondaire.

Presse en ligne

SOCIÉTÉ / Année scolaire 2024-2025: Diaby Mariame et l'ONG LAME Afrique distribuent plus 2500 kits scolaires. Publié le mercredi 16 octobre 2024 | Abidjan.net

SOCIÉTÉ / L'ONG Amaradjan soutient des élèves issus de familles démunies de Minignan. Publié le mercredi 16 octobre 2024 | AIP

SOCIÉTÉ / Le sous-préfet d'Ananda invite les élèves au respect des valeurs sociales pour assurer une année scolaire réussie. Publié le jeudi 17 octobre 2024 | AIP

SOCIÉTÉ / La grève du secteur Éducation formation et l'an 1 de Beugré Mambé à la Primature occupent les Unes des quotidiens. Publié le jeudi 17 octobre 2024 | AIP

Détente

Caricature

Grève dans l'Éducation

Plateau, Cocody, Yamoussoukro, Dimbokro, Boundiali, Prikro... tournent le dos aux syndicats

Les cours se déroulent sans accroc dans les établissements de plusieurs localités.

Echec cuisant des enseignants grévistes : l'école était ouverte sur toute l'étendue du territoire national, mercredi 16 octobre. La réalité est implacable. Les élèves étaient en classe et les professeurs également. Il y avait cours au collège moderne de N'Gasokro, S/P de Bengassou, dans le département de Dimbokro. Au lycée moderne Alfred Koba d'Attiegouakro et au collège moderne de Bonikro de Yamoussoukro, les élèves et leurs enseignants étaient en classe. Idem au lycée Mariatou Koné de Boundiali et au collège moderne de Prikro. Dans les collèges du Plateau, de l'Autoroute de Treichville, de Marcory et dans plusieurs établissements de Cocody, il y a eu cours.



Les enseignants ont répondu présents à leur poste de travail dans l'écrasante majorité des établissements scolaires sur le territoire national. (PHOTOS : DR)

Hier, les classes sont restées fermées dans les écoles préscolaires et primaires. Cette disposition leur a été accordée par Mariatou Koné, ministre de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation, cette année, après plusieurs années de revendication. Les grévistes revendiquent l'octroi d'une prime d'incitation au personnel enseignant et éducatif, la promotion des emplois de maître d'éducation spécialisée et d'éducateur spécialisé par la refonte des curricula de formation et des profils de carrière de l'éducation spécialisée, l'organisation d'un concours professionnel des éducateurs préscolaires adjoints et des maîtresses adjointes d'éducation permanente dans un modèle de formation en classe, sans passage par

une école de formation. Ils réclament aussi un concours professionnel exceptionnel et dérogatoire pour les inspecteurs d'éducation préscolaire et primaire. Pour le gouvernement, à travers son porte-parole, Amadou Coulibaly, qui s'est exprimé, hier, à l'issue du Conseil des ministres, cette grève est « illégale » car, selon lui, les grévistes n'ont pas respecté l'ensemble du mécanisme mis en place, notamment les comités sectoriels de dialogue social. En plus d'être illégale, le porte-parole du gouvernement a estimé que cette grève est « injustifiée », puisque le dialogue se poursuit avec les signataires ■

PATRICK N'GUESSAN



Gagnoa

Le Réseau des enarques aux côtés des orphelins et meilleurs élèves



Des dons en nature et en espèces ont été faits par le Réseau des enarques chrétiens.

Le Réseau des enarques chrétiens de Côte d'Ivoire (Recci), une association regroupant les anciens de l'École nationale d'administration (Ena), a posé des actions de portée sociale à Gagnoa. Pour la 4e édition, il s'agissait de récompenser les 23 meilleurs élèves de la direction régionale de l'éducation nationale et de l'alphabétisation (Drena). Selon une note d'information, les élèves du premier et second cycle ayant obtenu les meilleures moyennes annuelles ainsi que les bacheliers des séries A, C et D des lycées moderne 1 et 2 dotés du plus grand nombre

de points, ont reçu, chacun, un ordinateur portable. Quant aux admis au Certificat d'études primaires élémentaires (Cepe) et au Brevet d'études du premier cycle (Bepc), ils sont repartis avec des kits scolaires et un trophée. Les pensionnaires de l'orphelinat «Emmanuel» ont également bénéficié du soutien de ladite structure. De nombreux lots, notamment des kits scolaires et du numéraire leur ont été octroyés. Alla Koffi-Kan Guillaume, président du Recci, a réaffirmé son engagement à soutenir les enfants démunis et à faire la promotion du mérite ■

C. DALLET

Grève de 72h des personnels des secteurs Education-Formation, Santé, Emploi et Affaires Sociales
Bli Blé David, porte-parole des syndicats grévistes :

« Malgré les menaces, le suivi de la grève s'est nettement amélioré »

● Les grévistes confirment leur présence à la rencontre de ce jour

La grève lancée par les huit syndicats (CE-PENSI, ESEF-CI, FE-SAPPCI, SYNESCI, FEFR-CI, MESEF-RS, COSEF-CI et PFEF) du secteur Education-Formation, pour l'octroi de primes trimestrielles aux personnels des secteurs Education-Formation, Santé, Emploi et Affaires Sociales était à son deuxième jour, hier mercredi 16 octobre. Le constat est clair, le

mouvement s'est bel et bien poursuivi selon les échos aussi bien de l'intérieur du pays que d'Abidjan. Toutes les écoles techniques et professionnelles sont restées fermées au deuxième jour de la grève. Quant aux établissements secondaires, de nombreux Lycées et Collèges se sont joints au mouvement. On peut le dire, les menaces n'ont fait que durcir la grève et créer un élan de solidarité de la part des enseignants en-

core septiques. Pour le porte-parole Bli Blé David, joint hier en fin de journée, « **Les menaces du Gouvernement ont plutôt mis de l'huile sur le feu, plutôt que de briser la grève. A 97%, le secondaire a suivi le mouvement. Le Gouvernement continue de menacer plutôt que de chercher des solutions et d'ouvrir la voie d'un dialogue franc et constructif. Hier étant jour non ouvrable au Primaire, le technique et professionnel a suivi à 100% la grève et au secondaire à 97% les enseignants ont respecté le mot d'ordre.** » Il rassure aussi que les faitières en grève seront bel et bien présentes à la rencontre initiée par le ministère d'État, ministère de la Fonction publique : « **Nous serons à la rencontre pour découvrir ce qui**



est dedans », selon ses propres termes. Quant à la réaction du porte-parole du Gouvernement, il s'est dit choqué. De la légalité de la grève, il a expliqué « **Cette grève est bien légale. De la loi de 92 telle que brandie par le porte-parole pour faire savoir que la grève était illégale.** » Bli

Blé David a insisté pour dire « **La Constitution ne peut pas donner aux travailleurs le droit de grève et le reprendre avec la main gauche. Cette loi de 92 est une entorse à la liberté syndicale. C'est pourquoi elle n'a jamais été respectée. On ne peut pas dire aux syndicats d'aller prendre un récépissé à la Primature avant d'entrer en grève. Les syndicats ont toujours respecté les 6 jours francs avant l'entrée en grève. C'est cette mesure qui a toujours été appliquée et c'est la jurisprudence** », a-t-il martelé.

Lancée le 15 octobre, la grève de 72h sera à son dernier jour, ce jeudi 17 octobre. L'objectif principal, l'obtention d'une prime trimestrielle pour l'ensemble des fonctionnaires notamment le personnel enseignant...

JEAN PRISCA



Rencontre gouvernement-grévistes aujourd'hui Tout faire pour sauver l'école

Aujourd'hui, le gouvernement et les enseignants grévistes se rencontrent pour se parler. C'est déjà une bonne chose. « Asseyons-nous et discutons ». Cette pensée vient du président Laurent Gbagbo et elle s'adapte bien à la situation que vit la Côte d'Ivoire avec la grève dans les secteurs de l'éducation nationale et la santé. Que ce mouvement d'humeur soit effectif ou pas, ce qui est important, c'est que les enseignants et les hommes en blouse reprennent le travail. C'est en cela que cette rencontre est très importante. Il faut souhaiter que les deux (02) camps, au sortir de cette rencontre, retrouvent le sourire. Pour cela, il faut faire des concessions. On ne va pas à des accords pour tout gagner ou pour tout perdre. Il y a forcément des sacrifices à faire de part et d'autre. Dans tous les cas, la grosse victime c'est bien la Côte d'Ivoire. Il faut penser aux parents d'élèves qui, malgré les difficultés financières, se sont saignés pour inscrire leurs enfants. Ces derniers depuis trois (03) jours sont à nouveau à la maison. Ce n'est pas une bonne image. La place de ces enfants est à l'école. Il faut donc leur donner la chance d'y retourner à partir de demain. Et c'est possible. Il suffit de sortir des positions extrêmes pour éviter les blocages dans cette rencontre entre le gouvernement et les enseignants. C'est le président Houphouët-Boigny dont on fête en ce moment l'anniversaire de naissance (NDLR le 18 oc-

tobre) qui disait : « L'arme des forts, c'est le dialogue ». Que le dialogue soit donc le partage de tous ceux qui seront aujourd'hui à la table de discussion au nom de la priorité que l'Etat accorde à l'école avec plus de 40 % de son budget.

DJE KM

QUID DE LA TRÊVE SOCIALE ?

Vivement que les négociations entre le Gouvernement et les grévistes aboutissent à des points d'accord pour la relance des cours interrompus dans les écoles. Les deux parties ne doivent surtout pas perdre de vue leur bréviaire appelé « La trêve sociale 2 » de 2022-2027 signée le 8 août 2022. Celle-ci a donné de très bons résultats appréciés par les signataires et les parents d'élèves. Toute chose qui a mis un terme aux grèves pendant ces dernières années en Côte d'Ivoire. La trêve sociale a permis aux travailleurs d'engranger plus d'un milliard FCFA sur plusieurs chapitres de revendications comme, la suppression de la contribution nationale, la revalorisation de l'indemnité de transport, la revalorisation des allocations familiales par enfant, l'extension du bénéfice de l'indemnité contributive au logement aux fonctionnaires et agents de l'Etat qui n'en bénéficiaient pas. La trêve sociale a également accouché du déblocage des salaires. Tous les deux ans, ceux-ci augmentent. Le paiement des stocks d'arriérés sur plusieurs dizaines d'années dû au blocage des salaires s'est fait. Les salaires ont été augmentés. Le 13^e mois est payé en janvier, depuis deux ans. Une prime spéciale est octroyée aux retraités. Après toutes ces avancées, les deux parties devraient continuer de s'entendre.

DIARRASSOUBA SORY

Attégouakro : 20^e édition du prix "Charles Peumont de l'excellence" 91 élèves et 20 enseignants primés

Débuté le 5 octobre 2005, le prix Charles Peumont de l'excellence, a aujourd'hui 20 ans. Pour cette 20^e édition, célébrée le samedi 12 octobre dernier, l'initiateur, Charles Peumont, cadre du Département d'Attégouakro, pour honorer les meilleurs élèves de l'année scolaire 2023-2024, a mobilisé plusieurs personnalités dont le corps préfectoral et le maire de la commune d'Attégouakro, Kouamé Jérôme. Qui ont rehaussé l'éclat de cette cérémonie qui s'est voulue festive. **« Notre objectif, en organisant ces prix d'excellence, c'est de créer une saine émulation au sein de la jeunesse, lui montrer que le travail bien fait est toujours récompensé et célébré... »**, a fait noter Charles Peumont, qui a souligné que la présence des personnalités, et du grand public, le personnel éducatif, **« tout en mettant à la disposition des lauréats des diplômes bien encadrés, des kits scolaires dans le but de leur montrer l'importance de**

bien travailler ». **« Pour cette année le nombre de lauréats récompensés est de 91 élèves, 20 enseignants et d'autres personnes spéciales. Au total ce sont 147 kits scolaires et les diplômes ont été distribués aux élèves »**, a fait savoir l'initiateur. **« Notre deuxième objectif, est de permettre aux parents dont les moyens financiers et matériels sont des obstacles à l'éducation de leurs enfants de pouvoir le faire. »**

A sa suite, Yao Koffi Jacques André, président d'honneur, a salué cette initiative, tout en montrant son importance dans l'avenir de tous. Avec lui, le maire Kouamé Jérôme, qui a relevé que **« Tout ce qui touche à l'éducation et au social l'inspire et le concerne... En outre, la célébration de cette journée du prix d'excellence s'inscrit dans notre grande ambition de construire une société nouvelle d'hommes et de femmes de valeurs capables de relever les défis de demain... »**

JEAN PAUL LOUKOU



Les élèves et le parrain ont immortalisé l'événement par une photo de famille.



Grève des enseignants Les huit lycées de la ville de Daloa sont fermés

Depuis 48 heures, Daloa fait face à un mouvement de grève massif qui paralyse les établissements secondaires publics.

Tous les lycées et collèges publics de Daloa ont fermé leurs portes depuis le début du mouvement, a révélé Ekra Kouassi, responsable syndical de la Coordination des enseignants solidaires du premier et du second degré en Côte d'Ivoire, lors d'une interview accordée à la presse le mercredi 16 octobre 2024.

« Les huit lycées de la ville sont fermés, et dans l'enseignement primaire, le taux de suivi dépasse 60 % dans certaines localités », a-t-il précisé.

Selon lui, la principale revendication concerne l'instauration d'une prime d'incitation.

Il a estimé que cette prime est essentielle pour compenser les risques sanitaires auxquels les enseignants sont exposés quotidiennement, notamment à cause de l'usage de la craie et de la manipulation de documents potentiellement infectieux. « Nous souffrons de

problèmes respiratoires et visuels, et nous transportons des copies qui exposent nos familles aux infections. Cette prime nous aiderait à atténuer ces risques et à améliorer nos conditions de travail », a expliqué Ekra Kouassi.

Malgré des rumeurs évoquant des menaces envers les enseignants souhaitant poursuivre leurs cours, le syndicaliste a assuré que le mouvement se déroule dans un climat pacifique.

« Les forces de l'ordre sont présentes pour garantir la sécurité de tous, et aucune pression n'est exercée sur ceux qui choisissent de ne pas prendre part à la grève », a-t-il précisé, mentionnant qu'un enseignant a pu faire cours seul, sans incident, dans un établissement.

Le responsable syndical a également tendu la main à la ministre de l'Éducation nationale, l'exhortant à reconnaître l'importance de cette prime pour l'amélioration du système éducatif en Côte d'Ivoire.

Beker Yao

Grève à la Fonction publique ZADI Gnagna prend position

Le président de la Plateforme nationale des organisations professionnelles des secteurs public et privé Zadi Gnagna Théodore était le mercredi 16 octobre 2024 l'invité de la Radio de la Paix. Il s'est prononcé sur la grève qu'observent certains enseignants depuis le mardi 15 octobre 2024 pour l'obtention d'une prime d'incitation.

On entend des syndicats qui annoncent des grèves au niveau, par exemple, de l'éducation et de la santé. Alors, on se pose la question de savoir si la trêve sociale que vous avez signée en tant que syndicat est rompue ?

Je vous remercie, mais je voudrais vous rassurer que la trêve sociale est un paradigme nouveau qui est une construction jour après jour. En 2017, nous avons vécu la première trêve sociale, avec des grèves en 2019, 2020 et 2021. Mais nous avons quand même maintenu l'architecture de la trêve sociale. Donc il peut arriver qu'il y ait quelques crispations, des incompréhensions, et que des camarades déposent des préavis. Cela ne met pas fin à la trêve sociale, qui nous permet de travailler avec le gouvernement dans la sérénité. Nous comprenons que certaines préoccupations sectorielles, qui n'ont pas été bien réglées au niveau des secteurs d'activité, puissent refaire surface et donner l'impression que la trêve sociale est rompue. Ce qui n'est pas le cas.

Est-ce que vous avez la même lecture que le gouvernement ? Parce que lors de la signature de cette trêve avec les centrales syndicales, l'idée était d'apaiser le climat social pour que les travailleurs puissent contribuer au développement du pays sans perturbations. Or, on constate ces perturbations avec ces annonces de grèves.

Mais la réalité, depuis 2022 jusqu'à maintenant, il n'y a pas eu de perturbations. Donc,



Photo DR: Zadi Gnagna Théodore (Photo DR)

c'est une réalité. Cela signifie que des efforts sont faits par les organisations syndicales et par le gouvernement pour que nous maintenions cette architecture de paix. Nous sommes convaincus qu'il y a des défis à relever, mais il faut chaque fois travailler à maintenir cette construction de paix. Aujourd'hui, ce qui est important pour nous, c'est de répondre aux revendications de nos camarades et de trouver des solutions. Nous travaillons depuis deux semaines pour que certains éléments soient pris en compte. Vous avez pu suivre dernièrement la mise en place, au niveau de la primature, du comité consultatif de la fonction publique, dont la mission est de gérer les questions à caractère

financier qui peuvent survenir pendant la période de trêve.

Il est important de noter que, suite à la signature de la trêve sociale, une architecture a été mise en place. Les comités sectoriels de discussions à la base doivent gérer certaines questions à un certain niveau. Et au sommet, nous avons deux structures : le comité consultatif de la fonction publique, chargé de régler les problèmes à caractère financier, et le comité de suivi de la trêve, logé à la primature, qui doit superviser tout cela. Je pense que le dispositif est en train de se mettre en place et nous sommes convaincus que, petit à petit, tout le monde rentrera dans les rangs, et nous aurons la paix telle que nous la souhaitons. Ce-

pendant, il nous faut affronter la situation actuelle par la négociation et l'apaisement. C'est ce que nous faisons, en tant que centrale signataire, pour encourager nos camarades à s'inscrire dans le dialogue, qui, pour nous est productif et a déjà donné des résultats visibles.

Parmi les revendications des syndicats, il y a le paiement des primes trimestrielles. On sait qu'il y a des secteurs d'activités qui en bénéficient et d'autres pas pour l'instant. Quel est votre avis, en tant que responsable syndical et fonctionnaire, sur cette question des primes trimestrielles revendiquées ça et là ?

Sur la question de la légitimité de la revendication, nous sommes en phase. Pour nous, le moment est venu pour que cette question soit abordée de façon globale. Il y a des ministères qui bénéficient de primes et d'autres qui n'en ont pas. En tant que centrale syndicale qui observe les choses de manière transversale, cette question, bien que soulevée par certains secteurs que vous avez mentionnés, concerne tous les secteurs d'activités qui ne bénéficient pas de primes.

Nous nous sommes battus, hier pour que l'indemnité contributive au logement, qui était réservée à une catégorie de fonctionnaires, soit étendue à l'ensemble de la fonction publique. Il est donc juste et équitable qu'aujourd'hui les primes trimestrielles soient également étendues à tous les fonctionnaires qui n'en bénéficient pas. Sur ce point,

nous sommes en phase. Le gouvernement lui-même n'a jamais dit qu'il était opposé à l'octroi de primes à qui que ce soit. La preuve en est que le comité consultatif commencera ses travaux dès jeudi prochain (Aujourd'hui jeudi 17 octobre), et la question des primes pour les fonctionnaires y sera analysée de manière approfondie afin que nous puissions en ressortir avec des solutions transversales et définitives. Il est important d'analyser cette question de manière globale pour que le gouvernement ivoirien, comme il l'a déjà fait sur d'autres questions, puisse accorder ces primes trimestrielles, permettant ainsi à des secteurs tels que l'éducation, la formation et la santé de retrouver leur lustre d'antan et de jouer pleinement leur rôle.

Sur ce plan là, ni les centrales syndicales, ni le ministère de la fonction publique, ni l'État de Côte d'Ivoire n'ont opposé une fin de non-recevoir à cette revendication. Pour nous, il faut laisser une chance à la

discussion, qui donnera des résultats. C'est grâce à la négociation que nous avons pu obtenir, aujourd'hui, plus de 1000 milliards de francs CFA sur cinq ans, qui sont en train d'être distribués chaque mois aux fonctionnaires. Il faut donc faire confiance à l'architecture de la négociation. C'est le message que nous adressons à nos camarades : nous faire confiance, car nous sommes membres de ce comité. Nous demandons à nos camarades de laisser au président, qui a toujours fait preuve de bienveillance, le temps de faire ce qui est nécessaire pour que nous puissions obtenir davantage. Il vient d'accorder une prime spéciale aux retraités, ce que nous espérons, et il l'a fait pour les fonctionnaires. Donc, il peut encore faire beaucoup de choses, mais cela doit se faire dans le calme et la sérénité, loin des pressions et des crispations qui ne sont pas toujours avantageuses pour les parties.

Retranscrites
par L. Abdul



FRESCO/ 3^E ÉDITION DES JOURNÉES NATIONALES DU VIVRIER (JNV) EN CÔTE D'IVOIRE

L'Ong Lampe Afrique fait d'importants dons



Les responsables de l'Ong Lampe Afrique ont remis des kits scolaires à des élèves. (Ph.DR)

Les 3^{es} Journées nationales du vivrier (Jnv) se sont tenues, les vendredi 11 et samedi 12 octobre 2024, à Fresco, au Sud-Ouest ivoirien. Selon un document transmis à Soir info, mercredi 16 octobre 2024, Mariame Diaby, présidente de l'Organisation non gouvernementale (Ong) Lampe Afrique, en a été l'invitée d'honneur. Lors de cette cérémonie, elle a offert plus de 200 kits scolaires aux élèves de 8 localités du département que sont Zegba, Dahiri, Wawako, Wawapeko, Petit Bondoukou, Fresco 1, Fresco 2 et Koyiri.

En plus, elle a remis un tricycle à l'Union des coopératives des femmes du secteur vivrier du département de Fresco. Ce qui permettra à 300 femmes de transporter leurs produits vers les marchés et d'améliorer leur situation financière.

Le beau geste de Mme Diaby en faveur des femmes et des enfants a été salué par la présidente des femmes du vivrier dans son allocution.

Idem pour les femmes bénéficiaires du tricycle et le porte-parole des élèves qui ont exprimé leur profonde gratitude à la donatrice pour son engagement en faveur de l'éducation, de l'autonomisation des femmes et de la sécurité alimentaire.

En termes d'actions sociales, Mariame Diaby, par ailleurs Présidente-

directrice générale (Pdg) d'Ayuf Hold, n'en est pas à son premier essai.

Avant Fesco, elle avait offert une broyeuse aux femmes d'Alépi 1 dans la commune d'Agboville. La machine utilitaire devrait satisfaire aux besoins des femmes de trois villages (Alépi 1, Alépi 2 et Mbochi Mpo) pour les aider à transformer leurs productions.

À côté de son engagement dans l'immobilier, l'architecture éphémère, les chapiteaux et les constructions modulaires, Mme Diaby a décidé, depuis cinq ans, de lutter pour l'autonomisation des femmes et la scolarisation des jeunes filles. Elle aspire à promouvoir l'autosuffisance alimentaire et à aider les femmes à sortir de la précarité. « Nous avons acquis un terrain de 15 hectares pour permettre aux femmes de Grand Yapo à Agboville de cultiver et transformer des produits vivriers. Ce qui leur permettra de subvenir à leurs besoins familiaux », a déclaré la Pdg d'Ayuf Holding.

Elle a présenté ses ambitions au cours d'une cérémonie le lundi 14 octobre 2024. « Cette journée n'est pas uniquement une célébration, mais aussi une reconnaissance des efforts inlassables des femmes qui constituent ce secteur vital. Ces "héroïnes de l'ombre" jouent un rôle crucial dans la sécurité alimen-





taire de notre pays. Grâce à leur détermination et leur savoir-faire, elles nourrissent nos communautés, soutiennent nos familles et bâtissent l'avenir de la nation. Leur résilience face aux défis quotidiens est une source d'inspiration pour nous tous, et c'est à elles que nous devons rendre hommage aujourd'hui », a-t-elle affirmé.

La Pdg d'Auf Holding a ensuite partagé sa vision d'un avenir où chaque femme en Côte d'Ivoire serait autonome, indépendante et prospère. « L'autonomisation des femmes est essentielle pour le bien-

être des familles et la prospérité de notre pays », a-t-elle souligné. Elle a indiqué avoir mis en place des programmes de renforcement de capacités des femmes. Son organisation compte également leur fournir les ressources nécessaires pour démarrer leur entreprise. « En investissant dans l'éducation des filles, en facilitant l'accès au financement pour les femmes entrepreneures et en promouvant les pratiques agricoles durables, nous contribuons à bâtir des communautés plus fortes et résilientes », a déclaré Mariame Diaby. Selon la Pdg, son soutien à ces

femmes permet de créer des familles stables et une économie dynamique. « En célébrant aujourd'hui les réalisations des femmes du secteur vivrier, nous réaffirmons notre engagement à poursuivre nos efforts. Unissons nos forces pour créer un environnement propice à l'épanouissement des femmes dans tous les secteurs. Ensemble, nous pouvons garantir que chaque femme ait accès aux mêmes opportunités et soit reconnue pour son travail », s'est convaincue Mariame Diaby.

Omar Abdel Kader TANI

MOLONOUBLÉ (DIDIÉVI)

Séraphin Koffi offre du matériel scolaire aux écoles primaires

Les bénéficiaires, fiers de présenter leurs ouvrages. (Ph. C.S.)



Au total, 4 000 cahiers, 500 livres (Histoire-géographie, mathématiques, français et sciences) pour les classes de Cm1 et Cm2 ; 2 500 stylos, 30 registres d'appel, 30 journaux de classe, 9 cartons de rame, 5 cartons de craie blanche et 5 cartons de craie couleur. Le tout pour un montant de plus de 5 millions de F Cfa.

C'est cet important lot de matériel scolaire qui a été offert, le samedi 5 octobre 2024, à six des établissements scolaires primaires de Molonoublé, chef-lieu de sous-préfecture, dans le département de Didiévi.

A cette occasion, le donateur, en la personne de Séraphin Koffi Koffi, un des cadres de ladite localité, a indiqué qu'il s'agit, à travers ce don, d'aider les parents à scolariser leurs enfants mais aussi de permettre aux élèves ainsi qu'aux enseignants de travailler dans les meilleures conditions possibles. Aussi, il a tenu à lancer un appel à l'ensemble des cadres de Molonoublé, les invitant à conjuguer ensemble leurs efforts pour soutenir l'éducation, pour construire la sous-préfecture et surtout pour faciliter le travail des fonctionnaires affectés sur place. Le Président du comité d'organisation (Pco), Sarat Assirou, a indiqué que ce don, qui a été réceptionné par la sous-préfète de Molonoublé, Ingrid Kouadio Akissi, puis par les responsables éducatifs locaux, est destiné aux six (6) écoles primaires suivantes : Molonoublé 1 et 2, Lékissou, Ayengrimbo, Sarakakro-Tahossou-Assouakro, et Koko-Kouassikro. Notons que Séraphin Koffi Koffi, qui fait des dons similaires depuis une dizaine d'années, avait à ses côtés des responsables de Mutuelles de développement, notamment Christophe Konan et Anselme Bamba.

Camille SIABA
(Correspondant régional)

Soir / nfo



MAN

Plus de 275 filles reçoivent des serviettes hygiéniques

Bamba Fatima, maire de la commune d'Anyama, était la marraine, le samedi 12 octobre 2024, à Man, d'une activité dont l'objectif était de promouvoir l'excellence de la jeune fille à l'école. L'activité a consisté en un don de serviettes hygiéniques à plus de 275 filles du Lycée moderne Dominique Ouattara de Man, afin d'éviter à ces filles de s'absenter lors des cours et des devoirs, pendant leurs menstrues. Aboubakar Fofana, maire de Man, a dit vouloir œuvrer pour l'excellence, raison pourquoi il a donné un avis favorable à la doléance qui lui a été faite, à savoir fournir l'équipement qu'il faut à ces filles. « Notre adhésion au fait de fournir ces équipements aux 80 filles de la Terminale et aux 195 autres filles de la 3^e de ce lycée, est notre contribution pour que s'arrête cette discrimination qui ne devrait plus être de ce monde actuel. Et je sais que ces équipements vont leur permettre de réussir leurs examens du Bepc (Brevet d'études du premier cycle) et du Bac. Parce que la gêne que ces filles ont quand vient ce moment, ne pourra plus les empêcher de proprement étudier. Je ne pouvais pas dire non à la doléance exprimée à cet effet, en présence du préfet de région, mon papa, et de madame le maire d'Anyama qui est une mère pour moi », a souligné Aboubakar Fofana.

Comme le préfet de la région du Tonkpi, préfet du département de Man, Soro Fatogoma, et la maire Bamba Fatima, tous ceux qui ont pris la parole ont salué l'initiative.

Alain ZIGO
(Correspondant régional)

DEMANDE DE PRIME PAR LES ENSEIGNANTS

Le gouvernement juge la grève illégale et injustifiée

Le gouvernement apprécie mal la grève de 72 h lancée par des syndicats de fonctionnaires depuis, du mardi 15 au jeudi 17 octobre 2024.

A l'issue du Conseil des ministres, le mercredi 16 octobre 2024, au Palais présidentiel au Plateau, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly, a réagi, estimant que la grève est illégale et injustifiée.

« Ce qui se passe, c'est qu'un groupe de syndicats a décidé de se mettre en grève nonobstant ce cadre qui est en place dans le cadre du dialogue social et qui avait permis, vous vous en souvenez, d'obtenir une trêve sociale. Il faut déjà que tous ceux qui ont fait grève sachent qu'ils viennent de porter un coup à la trêve sociale qui a été déclarée. Je comprends donc l'inquiétude de certains signataires qui, déjà, tirent la sonnette en disant "attention, cette grève ne vient pas remettre en cause la trêve sociale". Cette grève, nous estimons qu'elle est illégale parce qu'il y a tout un mécanisme qui a été mis en place », a indiqué Amadou Coulibaly, soulignant que le ministère de la Fonction publique a mis à l'intérieur de tous les ministères des comités sectoriels de dialogue social. « Lorsqu'une corporation d'un secteur donné a des revendications, elles sont portées au niveau de ce comité sectoriel de dialogue social. Des solutions peuvent être trouvées dans le cadre de ce comité sectoriel. Si



Amadou Coulibaly a donné la position du gouvernement concernant la grève des fonctionnaires. (Ph. DR)

les solutions ne sont pas trouvées au niveau de ce comité sectoriel, elles peuvent monter d'un cran au-dessus pour aller au comité de dialogue social du ministère de la Fonction publique. Si à ce niveau, le comité de dialogue de la Fonction publique n'arrive pas à apporter de réponse, un autre instrument qui existe, c'est le comité du dialogue social qui a été installé le 10 de ce mois et dont la première réunion a été annoncée pour demain (aujourd'hui jeudi, Ndlr) le 17. Et tous ceux qui sont entrés en grève savent que ce comité consultatif de dialogue social commence à analyser les problèmes

qui n'ont pas pu être réglés dans le cadre des comités sectoriels », a-t-il expliqué. Ajoutant que « ceux qui étaient présents à la réunion d'installation le 10 (octobre) ont demandé que soit inscrite au premier point de l'ordre du jour, la question des primes, puisque c'est de cela qu'il s'agit. Cette question a été inscrite, ils le savent. Et demain (17 octobre), ce comité consultatif se réunit pour justement analyser tous les problèmes qui lui ont été soumis. Et si ce comité consultatif ne trouve pas de réponse, le Premier ministre est alors saisi. Aucune de ces étapes n'a été respectée, voilà pourquoi nous estimons que cette grève est illégale ».

A l'écouter, la grève est « injustifiée » parce que le dialogue se poursuit et les signataires de la grève continuent les discussions. « Donc il faut bien se poser des questions sur la décision d'aller en grève », a-t-il indiqué, regrettant qu'il n'y ait aucun fond de document dans la requête des grévistes. « Vous décidez d'aller en grève pour réclamer ce que vous appelez une prime trimestrielle d'incitation. Mais à quoi correspond cette prime ? Combien ça va engager de la part de l'Etat ? Quand on est une organisation syndicale structurée, sérieuse, c'est un travail que l'on fait au préalable et on vient avec un fond documentaire. On annonce, on veut une prime et on ne sait même pas qui est bénéficiaire de la prime, est-ce que

c'est la même prime pour tout le monde, est-ce qu'il y a des niveaux. Mais il y a un travail préalable à faire. Cette grève, elle est non seulement illégale, elle est injustifiée », a fulminé Amadou Coulibaly. Qui a annoncé des sanctions.

« Maintenant, chacun de ceux qui ont participé à cette grève, je veux parler notamment de ceux des établissements du secondaire, connaissent la loi. Ils savent ce à quoi ils s'exposent. C'est des jours de travail non assumés qui ne peuvent pas être payés, ils le savent très bien. De ce point de vue, les textes seront appliqués. Je pense aussi que quand on est une organisation syndi-

cale, et que l'on décide d'aller en grève, c'est qu'on a anticipé sur toutes ces questions-là », a-t-il soutenu, informant que l'objectif du gouvernement était que les classes restent ouvertes. Il a annoncé qu'au primaire, environ 80% des enseignants étaient à leurs postes, au secondaire privé, c'est 100% et au secondaire public, c'est environ 50% des enseignants qui étaient présents à leurs postes.

Dans le secteur de la santé, il n'y a pas eu de grève, selon lui.

De même qu'aux affaires sociales et au ministère de la Femme, de la famille et de l'enfant, s'est-il réjoui.

Hervé KPODION

Des établissements abandonnés aux forces de l'ordre

Les syndicats attendent les conclusions de la 1^{re} réunion du Comité consultatif de la Fonction publique, ce jeudi

La grève de 72 heures entamée, le mardi 15 octobre 2024, par l'Intersyndicale Education-Formation, s'est poursuivie, le mercredi 16 octobre 2024.

Si dans des écoles primaires, les cours ont pu se dérouler, ce n'était pas le cas dans des lycées et collèges, où les établissements ont été abandonnés à des forces de l'ordre.

C'était le cas au Lycée municipal de Port-Bouët, au Collège André Latrille et au Lycée moderne de la même commune. Les forces de l'ordre étaient présentes pour étouffer toute velléité de perturbation.

Les élèves, qui étaient nombreux mardi, étaient rares. Il y en a qui avaient donné rendez-vous à leurs camarades vendredi, soit au lendemain des trois (3) jours de grève.

Dans cette grisaille, le Comité consultatif de la Fonction publique, créé le jeudi 10 octobre, se réunira ce jeudi 17 octobre 2024.

Selon nos sources, si les syndicats grévistes ne sont pas invités et que les décisions ne vont pas dans le sens qu'ils souhaitent, il y aura rebelote. Même certainement après une pause d'observation de ce que feront les autorités qui estiment que la grève n'a pas été suivie.



Des cours se sont déroulés dans des établissements. (Ph. DR)

Les huit (8) Centrales syndicales et faïtières devraient, à en croire des grévistes, pour la paix dans les écoles, faire prévaloir la question de l'octroi des primes trimestrielles.

« Ce n'est pas la peine que les autorités continuent à faire croire que la grève n'a pas été suivie. Tout le monde fait le constat qu'elle a été suivie. Aujourd'hui (hier, 16/10) par exemple, quelques poches de résistance, comme le Lycée d'excellence ivoiro-chinois Alassane Ouattara n'a pas fait cours. Ça ne sert à rien de prendre des stagiaires et les mettre dans les classes pour faire croire que la grève n'a pas été suivie. Arrêtons

cette façon de faire », nous ont confié des sources proches des grévistes.

De son côté, au sortir du Conseil des ministres tenu, mercredi 16 octobre, le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly, a indiqué : « On peut vous assurer aujourd'hui que toutes les classes sont restées ouvertes (...). Au niveau du Primaire, nous avons environ 80% des enseignants qui étaient à leurs postes. Au niveau du Secondaire privé, c'est 100%. Au niveau du Secondaire public, c'est environ 50% (...) ».

Dominique FADEGNON

ATTIÉGOUAKRO

Les meilleurs élèves, enseignants et personnels d'encadrement célébrés

150 lauréats du "Prix Charles Peumont de l'Excellence" de la ville d'Attiégouakro, dont 91 meilleurs élèves et 20 membres du corps enseignant et du personnel d'encadrement des établissements publics et privés repartis sur le territoire de la commune d'Attiégouakro et de Kétékré, du Cp1 au Secondaire, ont été célébrés, le samedi 12 octobre 2024. C'était à la place du foyer polyvalent Mamie Houphouët Fatai d'Attiégouakro. Ce Prix, qui était à sa vingtième édition, est destiné à récompenser, tous les ans dans



Les personnels ont reçu des Prix.

(Ph. R.C.N.)

cette localité, les meilleurs élèves, enseignants et personnels d'encadrement du secteur pédagogique, ainsi que des acteurs sociaux qui œuvrent au développement local et à la cohésion sociale. Chaque élève lauréat a reçu un kit scolaire composé de fournitures scolaires et d'un diplôme encadré.

Les membres du corps enseignant et d'encadrement, quant à eux, ont reçu chacun un diplôme encadré.

De la première édition en 2005 à ce jour, ce sont au total 3 965 lauréats qui ont bénéficié du Prix Charles Peumont. « Il s'agit de montrer aux enfants que le travail bien fait est toujours récompensé et que si nous voulons construire une action prospère, nous devons commencer par l'éducation. Et que cette éducation doit être de qualité, qui va charrier des talents de qualité qui, devenus adultes, vont se mettre au service de la nation ivoirienne », a expliqué Charles Peumont, éditeur-écrivain, président de l'Association des éditeurs de Côte d'Ivoire et initiateur du "Prix Charles Peumont de l'Excellence".

Il n'a pas manqué de traduire sa reconnaissance aux filles et fils de la localité, pour leurs contributions financières et matérielles qui ont permis la réalisation de l'édition 2024, placée sous le signe de "L'union des filles et des fils du département d'Attiégouakro pour l'excellence scolaire".

Kouamé Jérôme, maire de la commune d'Attiégouakro, haut patron de la cérémonie, a renouvelé son engagement à soutenir toutes les initiatives en faveur de l'éducation, dans la commune et dans la région. Il a lancé un appel à toutes les filles et tous les fils à faire comme Charles Peumont, en donnant un peu de soi à la société.

PAUQUOUD Charles Noël
(Correspondant régional)



GRÈVE DES ENSEIGNANTS DU PUBLIC

Grand Bassam : Le Lycée d'excellence dans le convoi, hier

Au deuxième jour de la grève, la section régionale du Sud-Comoé a, selon nos sources, réussi à paralyser le Lycée d'excellence de Grand-Bassam, situé en bordure de l'autoroute. Une stratégie rondement menée a permis aux leaders syndicaux régionaux de faire basculer les personnels de cet établissement scolaire, fruit de la coopération sino-ivoirienne, dans leur escarcelle.

Il ressort que ce mardi 16 octobre 2024, sur 63 enseignants, 3 étaient sur le point de dispenser les enseignements.

Quant aux éducateurs logés dans l'enceinte de l'établissement scolaire, ils sont soumis aux tâches d'encadrement des élèves internes.

Pour le reste, le bilan établi en 48 heures de débrayage indique que le mouvement a été largement suivi au Secondaire, mais a été mi-figue mi-raisin au Primaire.

DOUH Stéphane
(Correspondant régional)



AGENCE IVOIRIENNE DE PRESSE

Leader de l'information de proximité





SOCIÉTÉ / Année scolaire 2024-2025: Diaby Mariame et l'ONG LAME Afrique distribuent plus 2500 kits scolaires. Publié le mercredi 16 octobre 2024 | Abidjan.net



© ABIDJAN.NET PAR DR

ANNEE SCOLAIRE 2024-2025: DIABY MARIAME ET L'ONG LAME AFRIQUE DISTRIBUENT PLUS 2500 KITS SCOLAIRES

LA CARAVANE DE DISTRIBUTION DE KITS SCOLAIRES, INITIEE CHAQUE RENTREE SCOLAIRE DEPUIS PLUSIEURS ANNEES, PAR DIABY MARIAME, PRESIDENTE DE L'ONG LAME AFRIQUE ETAIT A GRAND YAPO, DANS LE DEPARTEMENT D'AGBOVILLE LUNDI 14 OCTOBRE 2024.

La caravane de distribution de kits scolaires, initiée chaque rentrée scolaire depuis plusieurs années, par Diaby Mariame, présidente de l'ONG LAME Afrique était à Grand Yapo, dans le département d'Agboville lundi 14 octobre 2024.

Ce sont au total 1300 kits scolaires qui ont été distribués aux élèves des écoles primaires publiques Grand Yapo 1-2-3 et 4. Complétant

ainsi à 2700 le nombre de kits distribués cette année scolaire 2024-2025.

L'opération de distribution de kits de cette année a démarré au Lycée Mamie Faitai de Bingerville. 66 meilleures élèves de cette école ont reçu les kits scolaires et serviettes hygiéniques de LAME AFRIQUE.

Le samedi 12 octobre 2024, c'était au tour des élèves de Fresco dans le Sud-ouest de la Côte d'Ivoire, de recevoir des kits scolaires au cours d'une double cérémonie de célébration de la 3^{ème} édition des journées Nationales du vivrier en Côte d'Ivoire et de distribution de kits scolaires aux écoles EPP 1,2 et Koyiri de Fresco.

Le lundi 14 octobre, c'était l'apothéose à Grand Yapo. Plus de 1300 kits ont été distribués aux enfants des 4 écoles primaires publiques en présence du représentant résident de l'UNESCO, de la représentante résidente de la CEDEAO, et des autorités éducatives locales.

Prenant la parole au nom de la Directrice régionale de l'éducation nationale et de l'alphabétisation, l'inspecteur de l'enseignement primaire a remercié madame Diaby Mariame. Il a également affirmé que les élèves feront un bon usage des kits reçus.

À sa suite madame...Présidente des femmes de Grand Yapo a traduit la reconnaissance des femmes du village pour ce geste généreux.

Quant au chef du village, il s'est dit comblé, avant de révéler que plusieurs fois, il a eu des promesses dans ce sens qui ne se sont pas concrétisées. Il a donc remercié Diaby Mariame et son ONG pour le déplacement. " Grand Yapo est désormais votre village " a-t-il conclu.

Les représentants de l'UNESCO et de la CEDEAO, ont tous salué l'action de l'ONG LAME AFRIQUE.

Diaby Mariame a, à son tour remercié les personnalités présentes, et surtout les donateurs, qui ont rendu possible cette distribution par leurs dons. Pour elle ces soutiens démontrent que l'éducation des enfants, des jeunes filles et des femmes est une préoccupation majeure pour les citoyens.

S'adressant aux élèves, elle a encouragé une utilisation efficiente de ces outils pédagogiques. Travaillez avec acharnement, soyez respectueux envers vos enseignants, et n'oubliez jamais de rêver grand, car vous êtes les leaders de demain” a conclu la présidente de l’ONG LAME Afrique.

An



SOCIÉTÉ / L'ONG Amaradjan soutient des élèves issus de familles démunies de Minignan. Publié le mercredi 16 octobre 2024 | AIP



© AIP PAR DR

PHOTO DE FAMILLE DES RESPONSABLES DE L'ONG AMARADJAN AVEC DES ELEVES BENEFICIAIRES DE KITS SCOLAIRES

L'ONG Amaradjan a offert, samedi 12 octobre 2024, des kits scolaires à 100 élèves des écoles primaires, des collèges et lycées de Minignan.

L'organisation dédiée au bien-être des populations ivoiriennes a choisi, pour sa première initiative, de soutenir les élèves issus de familles démunies de la commune de Minignan, en distribuant des fournitures nécessaires pour commencer l'année scolaire 2024-2025 en toute sérénité.

"Nous avons choisi l'éducation pour cette première édition, parce que c'est la base de notre existence. Il s'agit pour nous de permettre à ces familles démunies de donner la chance à leurs enfants de devenir des cadres de demain et d'aider à leur tour nos communautés", a déclaré le président de l'ONG Amaradjan, Issouf Konaté.

L'ONG Amaradjan a été créée en hommage au père du président de l'ONG, Konaté Amara dit "Amaradjan", décrit comme un homme altruiste et généreux. "Nous avons créé cette structure pour rendre hommage à notre père qui, de son vivant, n'a jamais cessé de faire du bien autour de lui. Nous voulons continuer son œuvre de charité pour perpétuer sa mémoire", a ajouté M. Issouf Konaté.

En plus des kits scolaires, l'ONG a remis plusieurs cartons de papier rame à la direction régionale de l'Education nationale et de l'Alphabétisation (DRENA), à l'antenne de la pédagogie et de la formation continue (APFC), à l'inspection de l'enseignement préscolaire et primaire (IEPP) et aux établissements scolaires de Minignan.

(AIP)



SOCIÉTÉ / Le sous-préfet d'Ananda invite les élèves au respect des valeurs sociales pour assurer une année scolaire réussie. Publié le jeudi 17 octobre 2024 | AIP



© AIP PAR DR

LE SOUS-PREFET D'ANANDA INVITE LES ELEVES AU RESPECT DES VALEURS SOCIALES POUR ASSURER UNE ANNEE SCOLAIRE REUSSIE

Le sous-préfet d'Ananda, Isabelle Amédémégan Yao, a invité, lundi 14 octobre 2024, lors de la cérémonie d'honneur à l'emblème national, les élèves au respect des valeurs civiques et sociales pour assurer une année scolaire réussie.

« Chers élèves, soyez respectueux des valeurs civiques, des aînés, des biens publics. Soyez de bons citoyens responsables qui se soucient du patriotisme, de l'intégrité et de l'exemplarité pour une réussite scolaire assurée », a-t-elle déclaré devant les élèves rassemblés au collège privé "Le bon grain" et le proviseur du lycée moderne de M'Bahiakro, Coulibaly Kiweyo, représentant le directeur régional de l'Education nationale et de l'Alphabétisation (DRENA).

Mme Yao a également exhorté les apprenants à avoir une haute estime de leurs études qui vont leur ouvrir à terme les portes du monde professionnel.

« De nos jours, le mérite devient le critère primordial de sélection pour accéder à un emploi et il n'y a pas de place pour les fainéants. Vous ne resterez pas éternellement à la charge de vos parents. Prenez-en conscience », leur a-t-elle recommandé, avant d'inviter les filles à s'abstenir de rapports sexuels qui peuvent certainement compliquer leur cursus scolaire et leur empêcher de réaliser leurs rêves d'indépendance.

Ouvert au début de l'année scolaire 2024-2025, le collège moderne d'Ananda a un effectif de 70 élèves affectés en sixième.

(AIP) / ca/kkp/kp



SOCIÉTÉ / La grève du secteur Éducation formation et l'an 1 de Beugré Mambé à la Primature occupent les Unes des quotidiens. Publié le jeudi 17 octobre 2024 | AIP

La grève du secteur Éducation formation et l'an 1 de Beugré Mambé à la primature occupent les Unes des quotidiens

Le Nouveau Réveil fait savoir que la grève s'est encore endurcie hier et fait le constat que plusieurs établissements sont fermés.

Toutefois, le canard se demande que sortira-t-il de la rencontre entre les syndicats et le gouvernement ?

Dans le même sens, L'intelligent d'Abidjan fait savoir que le comité consultatif de la fonction publique se réunira aujourd'hui et ajoute qu'il s'agit d'une preuve que le dialogue n'a jamais été rompu entre le gouvernement et les syndicats en grève.

Concernant le dialogue pour la résolution de la situation, Nouvelle Alliance note qu' " acculée, Anne Ouloto convoque une réunion d'urgence aujourd'hui ".

La réaction du gouvernement est rapportée par les journaux qui font écho du conseil des ministres, tenus mercredi.

Le Jour Plus retient les propos du ministre en charge de la communication et porte-parole du gouvernement, qui a déclaré que cette "grève est illégale et injustifiée". Ces propos sont repris par le Patriote qui ajoute " ce que dit la Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI) sur le sujet.

Toujours, selon les propos rapportés par Fraternité Matin, le ministre Amadou Coulibaly, fait noter aux grévistes que " tout ce qui a été obtenu par les travailleurs l'a été sans grève ".

Pour son collègue La voie Originale, le gouvernement a décrété l'échec de la grève et décèle des plaisanteries du RDR/ RHDP.

D'autres réactions, cette fois de l'étranger, Notre Voie informe que l'internationale de l'éducation appelle le gouvernement à arrêter les menaces.

Les journaux s'intéressent à l'an 1 de l'accession de Robert Beugré Mambé à la Primature

Le Sursaut entend montrer comment Robert Mambé s'est imposé et décrit " tout sur sa méthode de travail.

Dans L'inter, Beugré Mambé parle de ses 365 jours à la Primature mais.

Nouvelle génération combine les deux sujets phares de l'actualité et titre " un an après son arrivée à la Primature, Mambé fait face à sa première grève".

(AIP)

Détente

Caricature

